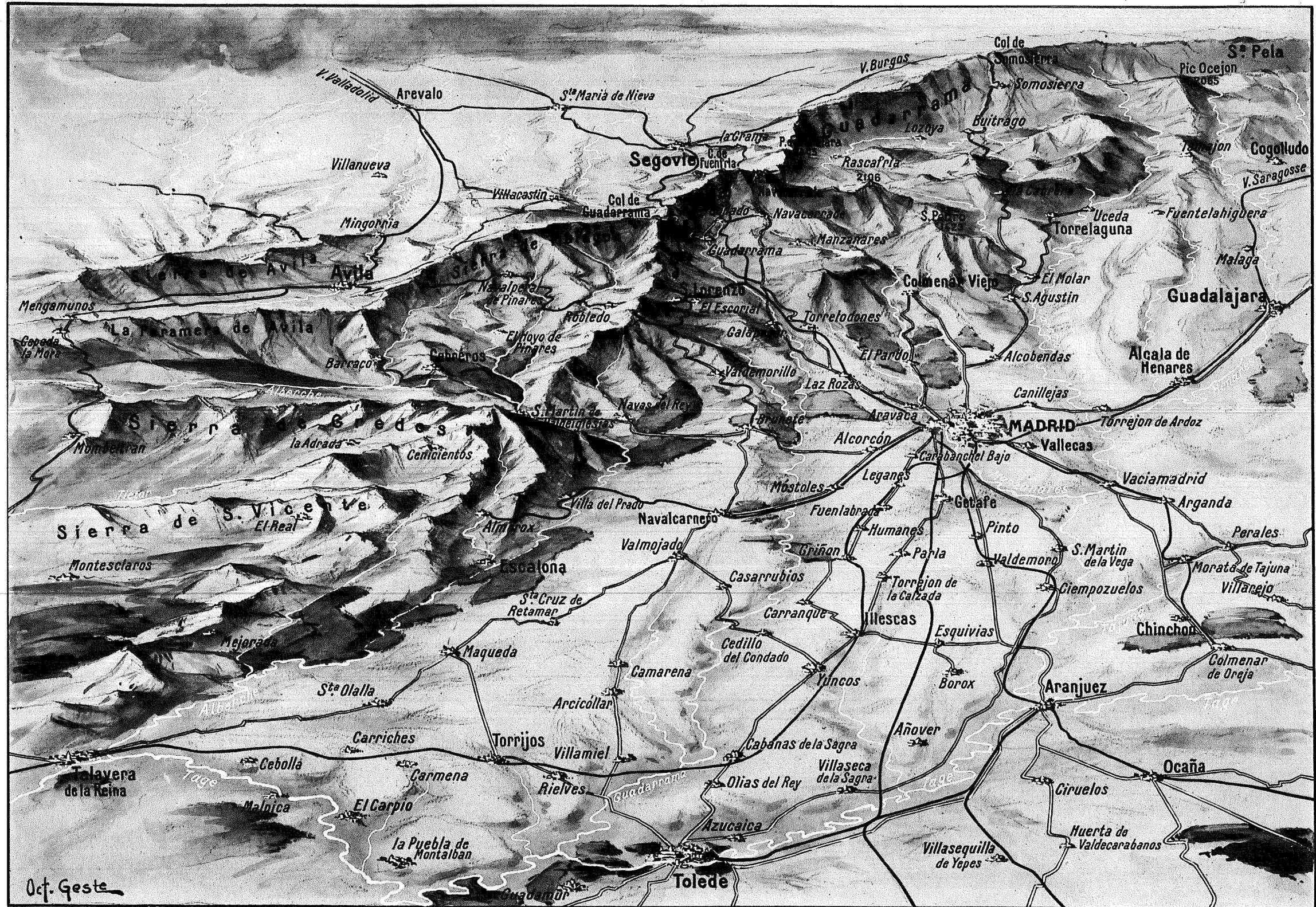


17 10. 1936



AUTOUR DE LA PRISE DE TOLÈDE : RUINES ET CADAVRES

A l'intérieur de l'Alcazar : devant une des tours d'angle, véritable falaise éboulée.
A Talaveira de la Reina, les gouvernementaux, avant d'abandonner la position, ont fusillé quelques habitants. — Photographies F. de Poncins.



LE CHAMP DE BATAILLE DÉCISIF : PERSPECTIVE CAVALIÈRE DE LA PLAINÉ MADRILÈNE ET DES SIERRAS QUI LA DOMINENT

Dans la première semaine d'octobre, les nationaux tenaient les crêtes de la sierra Guadarrama et San Martin de Valdeiglesias, et leurs colonnes se dirigeaient sur San Lorenzo et Navalcarnero. Plus au sud, ils tenaient Escalona, Santa Cruz de Retamar, Maqueda, Torrijos, Olias del Rey (au nord de Tolède) et ils marchaient sur Illescas et Aranjuez.

L'ESPAGNE NOUVELLE

Avant même d'avoir remporté une victoire complète sur leurs adversaires, les « nationaux » espagnols considèrent qu'elle ne fait plus désormais de doute et ils ont commencé à établir sur l'étendue du territoire qu'ils contrôlent une organisation politique et administrative qui est comme l'esquisse de l'Etat futur qu'ils comptent fonder. Tel est le sens des événements qui se sont déroulés à Burgos le 1^{er} octobre et les jours suivants et auxquels nous avons fait, dans notre dernier numéro, une rapide allusion. En agissant de la sorte, les « nationaux » ont voulu prendre leurs précautions contre les rivalités de personnes et les divergences doctrinales qui trop souvent, en pareil cas, se manifestent entre les vainqueurs. Unis dans la lutte contre l'ennemi commun, ils se retrouvent divisés entre eux quand il s'agit de reconstruire un ordre nouveau et compromettent ainsi eux-mêmes le sort de leur entreprise.

Ce qu'il fallait d'abord éviter, c'était de mettre en concurrence les ambitions de généraux. Lorsque la junte provisoire de Burgos avait été constituée, on en avait donné la présidence au général Cabanellas, en sa qualité de doyen d'âge. Ce n'était là qu'une solution momentanée. Plusieurs grands chefs restaient en présence, dont les attributions et les pouvoirs respectifs étaient mal définis et qui pouvaient, un jour ou l'autre, entrer en compétition de titres ou d'honneurs. L'accord s'est fait pour reconnaître la préséance au général Franco, qui fut, en effet, le principal animateur du mouvement. C'est à lui qu'est revenue la première place. Les autres militaires se sont effacés devant lui. Le général Cabanellas



Le général Franco lisant un communiqué à la presse mondiale.

a accepté les fonctions d'inspecteur général de l'armée, les généraux Mola et Queipo de Llano se sont contentés du titre de chefs d'armée, l'un pour le Nord, l'autre pour le Sud. On avait d'abord songé à proclamer le général Franco « chef de l'Etat espagnol ». Il a refusé cette appellation et il l'a lui-même transformée en « chef du gouvernement de l'Etat espagnol ». La nuance est fort importante. Au près du chef du gouvernement et nominativement au-dessus de lui la place est laissée libre pour un chef d'Etat qui pourrait aussi bien être un président de la République, comme en Portugal, ou un roi. Ce que le général Franco a tenu à réserver, c'est la possibilité d'une restauration monarchique. Il l'a d'ailleurs laissé entendre en disant que l'Espagne pourrait être appelée à se prononcer par voie de plébiscite sur le régime de son choix, ainsi que cela s'est passé en Grèce. Mais le nouveau chef de l'Etat s'est bien gardé de précaver devant. C'est que la prudence lui commande de prendre en considération les tendances assez divergentes qui sont actuellement réunies sous le même drapeau. Dans ses premiers actes comme dans les indications de caractère général qu'il a fournies sur la structure et l'esprit du futur Etat, on peut discerner ce souci constant de ménager les uns et les autres et de ne pas engager irrévocablement l'avenir.

Lorsque l'insurrection militaire de juillet éclata, elle rallia, matériellement ou moralement, tous ceux qui souhaitaient d'arracher l'Espagne à l'emprise de la révolution marxiste, que le gouvernement au pouvoir s'avérait de plus en plus impuissant à arrêter. Ces hommes appartenaient à des milieux fort différents qui, en dehors du dessein immédiat dont ils poursuivaient la réalisation, présentaient au moins autant de divergences que de similitudes. On peut cataloguer ainsi ces divers éléments :

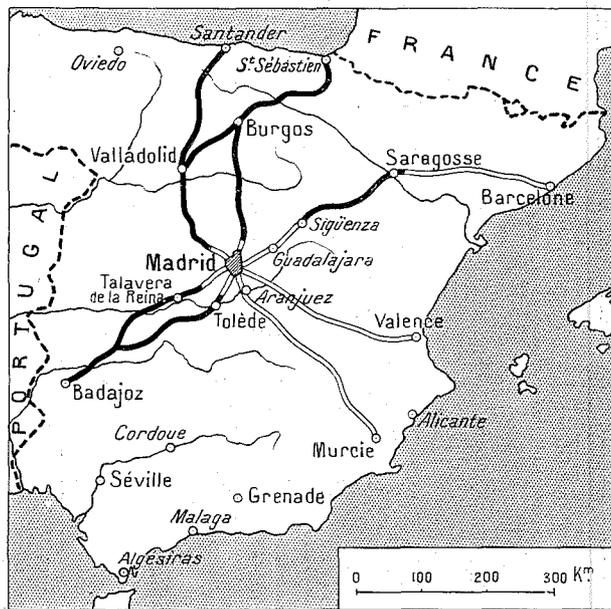
1° *L'armée*. — Elle a toujours formé en Espagne comme une caste particulière, jalouse de ses privilèges et convaincue de sa supériorité sur les civils. Parmi les officiers, il en était de républicains, comme les généraux Cabanellas, Queipo de Llano et Franco lui-même ; d'autres avaient des tendances plutôt monarchistes, comme le



Paysans d'un village de la région toledane accueillant avec joie les troupes nationalistes.

général Mola ; d'autres inclinaient vers le fascisme. Mais tous étaient d'accord pour estimer que le régime du *Frente popular* tenait les militaires en une injuste suspicion et qu'il cherchait à les éliminer de la direction des affaires. Le soulèvement contre le gouvernement de Madrid n'a pas seulement eu comme objet l'anéantissement du social-communisme et l'épuration nationale : il vise aussi à rendre à l'armée la place prépondérante à laquelle elle croit avoir droit dans l'Etat, quelle que soit sa forme. Les militaires ont accepté avec empressement tous les concours qui leur étaient offerts. Mais ils considèrent que la victoire sera leur victoire et ils sont bien décidés à en récolter pour eux-mêmes les fruits. L'armée ne se laissera pas déposséder des avantages qu'elle aura acquis : elle veut rester l'armature de l'Espagne nouvelle.

2° *Les carlistes*. — Un récent article de *L'Illustration* — paru dans le numéro du 26 septembre



Les sept grandes routes convergent vers Madrid, dont cinq sont commandées par les « nationaux ».

— a longuement parlé d'eux. Ce sont des monarchistes légitimistes et traditionalistes, qui n'ont jamais reconnu les « usurpateurs » de la branche « alphonse ». Ils n'avaient pourtant pas l'illusion de remettre sur le trône leur prétendant, le vieux Carlos, âgé de quatre-vingt-sept ans. Celui-ci vient de mourir, à Vienne, le 30 septemb. victime d'une automobile qui l'avait renversé dans la rue, sans héritier direct. Ses droits sont passés au prince Xavier de Bourbon-Parme, son neveu, qui ne semble pas avoir de prétention à la couronne. Les 70.000 à 80.000 « requetes » qui se sont mis à la disposition du général Mola sont donc désintéressés. Mais, lors du règlement final, ils réclameront l'application de quelques-uns des principes qui leur sont chers. Leur idéal est celui d'une monarchie absolue, sans contrôle parlementaire, profondément catholique, le catholicisme étant religion d'Etat, et nationalement unifiée, mais respectueuse néanmoins du régionalisme.

3° *Les phalangistes*. — Ils sont proprement des fascistes, imbus de la doctrine mussolinienne. Leur parti a été fondé récemment — à la fin de 1933 — par Antonio Primo de Rivera, le fils aîné de l'ancien dictateur. Ils ont levé 100.000 volontaires et comptent le double d'adhérents non militarisés. Leur programme de réformes sociales, sur la base du corporatisme, est hardi. L'idée monarchique en est totalement absente. Les phalangistes sont ardents, ambitieux. Ils aspirent à jouer le même rôle que les « chemises noires », en Italie, ou les « chemises brunes », en Allemagne. Ils sont assez mal avec les carlistes, qui ne peuvent oublier qu'un général Primo de Rivera — le grand-père du chef de la Phalange — écrasa l'armée de don Carlos, et ils peuvent un jour entrer en conflit avec les militaires si ceux-ci ne leur concèdent pas une participation plus grande dans l'Etat futur.

4° *Le parti de la Rénovation espagnole*. — Il est composé de jeunes monarchistes alphonse. L'infortuné député Calvo Sotelo, dont l'assassinat précipita l'insurrection de juillet, était son animateur. Il a été remplacé par M. Goicoechea. Ce groupement, que la disparition de Sotelo a quelque peu désorganisé, n'offre qu'une importance secondaire.

5° *L'Action populaire catholique*. — Ce parti, qui est celui de M. Gil Robles, fut le noyau de l'ancienne C. E. D. A. (Confédération espagnole des droites autonomes). Son influence a beaucoup décliné. M. Gil Robles, qui représente un élément parlementaire et qui s'était rallié à la République, est évidemment dépassé par les événements actuels. Il manque aujourd'hui de dynamisme.

Telles sont les principales formations en présence. On peut négliger le reste, constituant la masse des sympathisants : aristocratie conservatrice, bourgeoisie libérale (radicaux-démocrates, démocrates-chrétiens), clergé. Les trois grandes forces comptant réellement sont l'armée, les carlistes et les phalangistes.

Si, dans ces indications générales, on se réfère aux déclarations et aux premières décisions du général Franco, on constate que le chef présumptif du gouvernement espagnol a voulu donner des gages à ses alliés, mais avec de prudentes reticences sur les points litigieux et en se réservant des solutions de compromis. L'annonce d'un régime autoritaire ne saurait soulever d'objections non plus que celle d'une politique nationale et antimarxiste. La possibilité d'un retour à la monarchie et la promesse d'un concordat religieux s'adressent aux carlistes. Pour eux aussi a été évoqué l'exemple du Portugal, où la famille, et non l'individu, est la cellule sociale. Mais la création déjà effectuée d'une junte technique, l'assurance que le travail serait protégé et que les travailleurs pourraient participer aux bénéfices visent les phalangistes. Et c'est à la fois pour les phalangistes, centralisateurs, et pour les carlistes, régionalistes, que le général Franco a trouvé cette formule, sans doute assez malaisée à traduire dans les faits : « Les traditions provinciales seront respectées, mais ces libertés ne devront affaiblir en rien l'unité nationale et s'exerceront sous les plus stricts principes d'autorité. »

D'autres difficultés, plus grandes encore, viendront des anciens adversaires. A supposer que le communisme et l'anarchisme soient écrasés, il restera le séparatisme. Comment ramener dans l'unité les Catalans, qui s'en sont complètement affranchis, ou les Basques qui — catholiques — n'ont

17 10 1936



Des hommes de la Croix-Rouge, protégés par des mouchoirs ou des masques à gaz, enlèvent les cadavres. Au fond, bâtiments en ruine situés sur la place centrale de Tolède et détruits par l'explosion de la mine qui devait faire sauter l'Alcazar.



Sur la place Zocodover, deux jours après la prise de Tolède par les « nationaux ».

soutenu le *Frente popular* qu'afin d'acquérir leur autonomie? Pour résoudre tous ces conflits, le général Franco disposera, il est vrai, d'un arbitrage souverain : celui de l'armée. L'Espagne nouvelle, née de l'insurrection militaire, est fatalement vouée, pour durer, à la dictature militaire.

L'ENCERCLEMENT DE MADRID

Dans le domaine des opérations militaires, il semble bien que la guerre d'Espagne soit entrée dans sa phase décisive, ayant pour objectif la prise de Madrid par les troupes nationalistes. Le général Franco, qui a transporté son quartier général à Salamanque, a momentanément sacrifié à ce but toutes les autres entreprises. Si l'on se reporte à la carte de la page



Cadavres de miliciens au pied des murs de l'Alcazar, sur le glacis qui fait face au Tage. Photographies L. de Poncins.



précédente, qui indique les sept grandes routes aboutissant à Madrid, on peut constater que deux seulement restent encore ouvertes aux gouvernementaux : celles de Valence et de Murcie. Les communiqués de Madrid ne cachent plus le caractère dramatique de la situation. Les enfants ont été évacués et le ravitaillement est de plus en plus difficile. Les miliciens, qu'un décret a incorporés dans l'armée régulière, font preuve de découragement et beaucoup d'entre eux ont abandonné sans résistance des positions qui auraient pu être fortement défendues.

ROBERT LAMBEL.